



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2023

Document d'action « Appui au développement d'une chaîne de valeur forêt/bois légale et durable en République centrafricaine »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Appui au développement d'une chaîne de valeur forêt/bois légale et durable en République centrafricaine Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62035 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en République centrafricaine
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (MIP) 2021-2027 – République centrafricaine
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Objectif 3 de la Priorité 3 « Transition verte » du PIM : Appuyer la RCA pour la préservation de ses écosystèmes/paysages naturels, et de sa biodiversité. R1 OS2 : La gouvernance et la gestion des ressources naturelles (secteurs miniers, forestier et hydraulique) et la lutte contre leur exploitation illégale est renforcée, notamment dans les domaines de la production du bois de feu. R2 OS2: La transformation plus poussée du bois au niveau local et la valorisation durable des produits forestiers sont appuyées.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	CAD 410 : Protection de l'environnement
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): 15 « Vie terrestre » Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles:

	13 « Lutte contre le changement climatique » 12 « Consommation et production responsables » 8 « Accès à des emplois décents » 10 « Réduction des inégalités »			
8. a) Code(s) CAD	Code CAD 1 : 41020 Biosphere protection Code CAD 2 : 31220 Forestry development Code CAD 3 : 31210 Forestry policy and administrative management			
8. b) Principal canal d'acheminement	Canal 1 : 40000 Multilatéral organisation			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	

	gouvernance numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
	entrepreneuriat numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	compétences numériques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	services numériques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	/
	énergie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
transports	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
santé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé: 10 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 10 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe par: – subventions – marchés publics Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3			

1.2 Résumé de l'action

La crise sécuritaire, économique et sociale que traverse la République centrafricaine (RCA) reste aiguë et affecte durement sa population. La RCA demeure l'un des pays les plus pauvres au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain.

Le Programme Indicatif Multi-annuel (MIP) 2021-2027 de l'UE en RCA s'aligne avec l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) de 2019 et les objectifs du Plan National de Relèvement et Consolidation de la Paix 2017-2023 (RCPCA). La stabilisation et la construction de la paix sont les grandes priorités de l'UE. Le MIP prévoit la continuation des efforts entrepris de longue date par l'UE dans les domaines de coopération. Dans le contexte actuel, l'UE privilégie les programmes qui génèrent le maximum d'impact direct pour la population.

Le MIP prévoit la continuation des efforts entrepris de longue date par l'UE dans les domaines de coopération les plus stratégiques parmi lesquels figure l'appui à la Transition verte, qui comprend la gestion durable des ressources naturelles.

Cette thématique est l'un des cinq grands axes de partenariat de l'UE avec l'Afrique dont l'objectif est de favoriser une croissance verte basée sur la gestion durable des ressources naturelles. L'action proposée constitue la déclinaison du Pacte Vert pour la gestion durable de la ressource forestière en RCA. Elle vise à renforcer l'exploitation durable de la forêt centrafricaine afin d'en ralentir la perte et la dégradation. Pour ce faire, l'action agira sur l'exploitation artisanale (peu encadrée, surtout illégale), qui est un des moteurs les plus importants de déforestation et dégradation forestière, et renforcera l'approche de gestion communautaire des ressources

naturelles, dans un contexte de grande faiblesse des services de l'Etat sur le terrain. Elle renforcera également le contrôle et le suivi de la légalité dans le secteur forêt par de l'observation indépendante et aidera le secteur privé industriel à élaborer une vision et des plans d'action pour se mettre en conformité avec le cadre légal, notamment en ce qui concerne la prochaine interdiction totale d'exportation des grumes.

Les deux objectifs spécifiques de l'action sont donc les suivants :

1. Appuyer et encadrer au niveau local la structuration d'une chaîne de valeur bois et charbon de bois artisanale durable et inclusif.
2. Promouvoir une meilleure gouvernance du secteur forêt/bois par un suivi renforcé de l'application du cadre légal

L'action contribue aussi principalement à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) N°15 à savoir: « *Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité* ». L'action contribue également fortement aux ODD n°13 « Lutte contre le changement climatique », 12 « Consommation et production responsables », 8 « Accès à des emplois décents », 10 « Réduction des inégalités » et 5 « Égalité entre les sexes ». Par rapport aux marqueurs de Rio, l'action s'inscrit comme objectif principal du marqueur « atténuation au changement climatique » et joue un rôle important pour la préservation de la diversité biologique et de l'adaptation au changement climatique. L'action est aussi alignée sur le Plan d'Action Genre III (2021-2025) en contribuant à l'augmentation de la participation des femmes dans toutes leurs diversités dans les processus de décision sur l'aménagement de leur territoire et de la gestion de leurs ressources. L'action s'inscrit également dans une des priorités de la stratégie Global Gateway à travers la lutte contre le réchauffement climatique.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé de 620 000 km², avec une population d'environ 6,1 millions d'habitants (en 2022) (sensiblement 10 habitants par km²). Au niveau économique, le pays est un des plus pauvres du monde avec PIB de 460 \$/habitant (Banque Mondiale 2021), et des estimations de plus de 70% de la population vivant en 2020 en dessous du seuil de pauvreté internationale (1,90 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat). Ceci malgré une grande richesse en ressources minières et en terres agricoles fertiles. Le pays vient de passer par près de deux décennies de crise, et la situation politique est loin d'être stabilisée, avec un pouvoir central ne contrôlant pas l'ensemble de son territoire et la persistance de groupes armés.

La RCA est située au Nord de la zone de forêt dense humide du bassin du Congo, et comporte essentiellement une partie de savane boisée (la plus au Nord), et une mosaïque forêt-savane (bande centrale). La forêt dense humide centrafricaine est située dans sa partie méridionale, essentiellement dans la partie à l'Ouest et Sud-Ouest de Bangui, et dans une moindre mesure vers le Centre-Sud / Sud Est (zone de Bangassou).

En termes de surfaces, le pays dispose au total d'un massif forestier de 28,3 millions d'ha, dont 5,4 de forêt dense humide, ce qui en fait un important puit de séquestration de carbone et l'habitat d'une grande variété d'espèces végétales et fauniques. Ce massif forestier représente aussi l'un des principaux leviers de l'économie centrafricaine et le deuxième pourvoyeur d'emploi après l'État. Les exportations de bois d'œuvre ont acquis une importance économique et financière essentielle pour l'État centrafricain au cours des 20 dernières années, bien au-delà de ce qu'elles représentent dans l'économie des autres pays forestiers d'Afrique centrale. En effet, les exportations de bois ont représenté 74,5 % de la valeur monétaire des exportations du pays en 2021¹. Toutefois cette ressource est soumise à de fortes pressions de prélèvement à des fins industrielles et artisanales ce qui entraîne une déforestation et dégradation importantes des forêts du pays.

Depuis 2009, la RCA est engagée dans une approche de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et la dégradation des forêts, la gestion durable, la conservation et l'augmentation des stocks de carbone forestier (REDD+) en ratifiant notamment la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements

¹ Rapport annuel BEAC, 2021

Climatiques. Le pays a rédigé sa Stratégie nationale REDD+ en 2020 puis le Cadre d'investissement national de cette Stratégie via l'appui de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) dont l'UE est membre. Ce dernier identifie les principaux facteurs de déforestation et dégradation forestière dans l'ordre suivant : 1) L'agriculture familiale ; 2) Les prélèvements de bois-énergie ; 3) L'exploitation de bois d'œuvre artisanale et industrielle ; 4) L'exploitation minière artisanale d'or et de diamant ; 5) L'agriculture capitaliste et contractuelle. La ville de Bangui constitue le premier centre de consommation de bois de feu et de bois d'œuvre, avec des quantités estimées à plus de 550 000 tonnes d'équivalent bois rond pour le bois énergie² et 210 000 m³ d'équivalent bois rond pour le bois d'œuvre (d'origine artisanale)³. Ceci est à rapprocher du chiffre de la production nationale industrielle de bois d'œuvre, qui est de 500 000 m³⁴ équivalent bois rond, et qui est pratiquement intégralement destinée à l'export (via le Cameroun essentiellement).

La zone de forêts de production dédiée à la production industrielle est relativement restreinte et se situe dans 3 préfectures à l'Ouest et Sud-Ouest de Bangui (Lobaye, Sangha et Haute Sangha). Le massif exploité couvre 3,7 millions d'ha, divisés en 14 concessions forestières industrielles de 150 000 à 470 000 ha. 3 de ces concessions sont proches de Bangui (les PEA – Permis d'Exploitation et d'Aménagement - 192, 186 et 165), et sont aussi, dans les faits, utilisées par des exploitants artisanaux pour l'approvisionnement de la capitale en bois d'œuvre ce qui par conséquent impacte les plans d'aménagement de ces concessions.

Hormis quelques exceptions, le secteur artisanal peut être considéré comme informel. Le permis de coupe artisanale, qui peut être obtenu pour un an sur une superficie maximale de 10 hectares, n'est que très rarement demandé et obtenu par les scieurs artisanaux. D'une façon générale, les prélèvements artisanaux entraînent une surexploitation localisée des ressources. De plus, les opérateurs artisanaux ont souvent une connaissance lacunaire du cadre légal forestier qui est par ailleurs en cours de révision, et des démarches nécessaires pour s'y conformer. Enfin, les techniques améliorées en matière d'abattage et de carbonisation du bois sont en général inconnues des opérateurs.

À ce jour, l'exploitation de bois d'œuvre industrielle est soumise à la mise en œuvre de plans d'aménagements forestiers durables.. Mais faute de contrôles, les plans d'aménagement ne semblent pas correctement suivis. Les services de l'Etat sont peu présents sur le terrain et disposent de peu de moyens. On observe donc peu d'actions de contrôle, et encore plus rarement des sanctions contre d'éventuels contrevenants. En outre, les exploitants forestiers vont devoir changer leurs pratiques dans les trois prochaines années pour se conformer à la décision de la CEMAC interdisant l'exportation du bois sous forme de grume. En effet, le pays met en place une approche progressive, en autorisant une transformation du bois de 80% à l'exportation pour l'année 2023, de 90% pour l'année 2024 et de 100% pour l'année 2025. Actuellement, le taux de transformation doit avoisiner 10% (soit 50 000 m³/an⁵), à priori uniquement en sciages, la RCA n'apparaissant pas dans les statistiques régionales pour les produits de déroulage et les contreplaqués.

Le 28 novembre 2011, la RCA et l'UE ont signé un Accord de Partenariat Volontaire (APV), pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT). Cet accord commercial, bilatéral et contraignant, a été ratifié et est entré en vigueur le 1er juillet 2012. Toutefois, sa mise en œuvre en a été perturbée et suspendue à partir de 2012 à la suite de la crise politique et militaire que le pays a connue et qui perdure encore aujourd'hui.

L'APV concerne le commerce international du bois. En vertu de cet accord, seuls les bois vérifiés comme étant légaux obtiendront une autorisation FLEGT et pourront être exportés sur le marché européen, sans nécessiter d'exercice de diligence raisonnée par les importateurs européens (selon les dispositions du « Règlement Bois de l'Union européenne » actuellement en vigueur). En effet, l'objectif de l'APV est d'assurer que tout le bois et ses produits dérivés destinés au marché européen venant d'un pays partenaire se conforment aux lois du pays

² Gazull L., Dubiez E. et Peltier R., 2019. État des lieux de l'approvisionnement en bois-énergie de la ville de Bangui (RCA) – Quantification des flux et caractérisation des filières. PDRSO – CIRAD, 49 p.

³ Dubiez E., Gazull L., Peltier R. et Lescuyer G., 2019. État des lieux de l'exploitation artisanale de bois d'œuvre en périphérie de Bangui en République Centrafricaine – Quantification des flux et caractérisation de la filière. PDRSO – CIRAD, 66 p.

⁴ Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale : https://www.observatoire-comifac.net/analytical_platform

⁵ Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale : https://www.observatoire-comifac.net/analytical_platform

producteur. De ce fait, l'APV permet de promouvoir l'amélioration de la gouvernance forestière et une meilleure transparence des activités du secteur.

La mise en œuvre de l'APV a repris en 2021. En mai 2023, s'est tenue la 5ème réunion du Comité Conjoint de Mise en Œuvre de l'APV qui a entre autres, entériné le plan de travail annuel 2023 et multi-annuel 2023-2028 afin de redynamiser la gouvernance et la mise en œuvre de l'APV.

Dans le cadre des APV, un rôle important est dévolu à la société civile via la création et l'appui à l'observation indépendante mandatée des forêts. Celle-ci consiste en la reconnaissance par le gouvernement (mandat) de la société civile en tant qu'entité pouvant effectuer un contrôle sur les exploitants forestiers et l'administration forestière. Ses objectifs sont de i) améliorer les systèmes d'application de la loi de l'état, ii) aider à améliorer l'application de la loi et la gouvernance forestière, iii) documenter les infractions observées sur le terrain et de les transmettre aux autorités iv) documenter les informations collectées et de les transmettre au Comité Conjoint de mise en œuvre des APV.

En RCA, l'observation indépendante mandatée (OIM) est menée par l'ONG Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD). Le CIEDD a conduit plusieurs missions de terrain en 2018⁶, mais ne dispose aujourd'hui d'aucun moyen pour continuer d'effectuer des missions de contrôle.

L'OIM peut être appuyée par de l'Observation Indépendante non mandatée ou Observation indépendante externe. En RCA, cette dernière est réalisée par plusieurs ONG, dont notamment :

- CADD – Citoyens en Action pour la Démocratie et le Développement
- FDD – Association Forêts et Développement Durable
- I3D – Initiative Démocratie Développement Durable
- OGRNE – Observatoire de Gestion des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

Le CIEDD et les ONG faisant de l'observation indépendante non mandatée font partie de la Plateforme pour la Gestion Durable des Ressources et de l'Environnement (PGDRNE) qui rassemble une soixantaine d'organisations de la société civile oeuvrant dans le secteur de l'environnement.

La présente action contribuera aussi à la mise en œuvre de la Feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile en RCA (2023-2027), en cours de finalisation. Laquelle feuille de route établit un cadre d'échanges stratégiques entre l'UE et la société civile sur les questions politiques, la coopération globale, les enjeux de la société civile y inclus les questions environnementales.

Il convient enfin de noter que le nouveau « règlement déforestation » de l'Union Européenne⁷ va imposer des règles strictes sur l'importation dans l'UE de produits forestiers et agricoles, en obligeant les importateurs à démontrer que ces produits n'ont pas provoqué de déforestation. Les producteurs devront pouvoir assurer la traçabilité de leur produit et le fait qu'ils n'ont pas provoqué de déforestation.

2.2 Analyse des problèmes

La diminution en surface et la dégradation du massif de forêt dense humide de RCA a des conséquences au niveau environnemental (perte de biodiversité), et sur la lutte contre les changements climatiques (perte de stocks de carbone), mais avant tout au niveau socio-économique puisque la ressource bois est une composante importante de l'économie nationale. Comme évoqué plus haut, les prélèvements de bois-énergie et l'exploitation de bois d'œuvre artisanale et industrielle font partie des causes principales de cette déforestation et dégradation forestière. La situation est particulièrement préoccupante dans la périphérie de Bangui (préfectures de la Lobaye et de l'Ombella-M'Poko). En outre, même s'il n'existe pas de concession forestière industrielle ou de scierie industrielle, on observe un fort développement d'une exploitation artisanale du massif forestier de Bangassou (préfecture de la Mbomou) qui va de pair avec la sécurisation de la zone et le développement économique associé dans les zones urbaines. C'est pourquoi l'action agira principalement dans ces trois préfectures.

En outre, 3 des concessions forestières de la Lobaye sont proches de Bangui (Permis d'Exploitation et d'Aménagement (PEA) n° 192, 186 et 165), et sont aussi, dans les faits, utilisées par des exploitants artisanaux

⁶ Sous le financement du projet Citizens Voice for Change (CV4C) financé par l'UE

⁷ Voir <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/05/16/council-adopts-new-rules-to-cut-deforestation-worldwide/>

pour l'approvisionnement de la capitale en bois d'œuvre ce qui par conséquent impacte la durabilité des plans d'aménagement de ces concessions et est source de conflit entre industriels et artisans.

Dans ces préfectures, du fait d'appuis antérieurs de différents bailleurs, la plupart des communes possèdent aujourd'hui des Plans de Développement Locaux (PDL). Ces PDL ne constituent pas des outils d'aménagement du territoire, car, à l'exception de quelques infrastructures, il n'y a pas de spatialisation des investissements ni d'affectation d'usages prioritaires à des zones déterminées. Une spatialisation de la ressource forestière et des règles de gestion de celle-ci pourrait être développés de façon participative dans le cadre de Plan locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières (PLAT). Cet aménagement permettrait de localiser et de gérer plus durablement l'exploitation artisanale de bois d'œuvre et de bois énergie au niveau de terroir villageois. Ces PLAT seraient fortement complémentaires des PDL existants ou, dans les communes où ils n'ont pas été réalisés, compatibles avec le cadre légal et institutionnel en vigueur au niveau communal.

Le choix d'appuyer le renforcement de chaînes de valeur légales au sein du secteur forestier s'explique par les facteurs suivants : 1) importance économique du secteur, avec un fort potentiel de création d'emplois 2) potentiel de croissance de la valeur des exportations centrafricaines par l'augmentation de la transformation locale des grumes⁸, et 3) potentiel régional, voire continental, de la chaîne de valeur, notamment de bois transformé (sciage, plaquage et bois rond). Outre la consommation locale, le secteur de la transformation du bois est en pratique le seul secteur économique dans lequel la RCA peut s'insérer dans les chaînes de valeur régionales et globales à moyen terme. Dans ce contexte, l'action visera à appuyer les acteurs privés centrafricains à se professionnaliser et à se formaliser dans un cadre légal, afin de mieux exploiter le potentiel de la chaîne de valeur de transformation productive du bois tout en limitant l'impact sur l'environnement (déforestation, changement climatique).

L'action ciblera également la gouvernance forestière en complémentarité des interventions en cours de l'UE dans le cadre de la mise en œuvre de l'APV. Du fait de la faible mobilisation et appropriation du processus APV par l'administration forestière actuellement, l'action se focalisera sur un appui à la société civile dans son dialogue avec le gouvernement pour assurer plus de contrôle et de transparence sur le suivi de l'exploitation des concessions forestières en conformité avec les standards internationaux sur la gestion des forêts. Cet appui se fera sous la forme d'un renforcement de capacités en termes de préparation et de priorisation des missions, de collecte de preuves robustes, de rédaction de rapport, de leur diffusion et d'outils cartographiques afin de mener à bien leur mission d'observation indépendante.

La RCA a ratifié plusieurs accords multilatéraux sur l'Environnement et la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris de 2015. En particulier, l'article 6 de l'Accord de Paris place au centre de ses préoccupations l'élaboration et la mise en œuvre de politiques sur le climat socialement inclusives où le rôle des connaissances traditionnelles, intergénérationnelles, la problématique hommes-femmes ainsi que la participation publique à la prise de décisions sont cruciaux.

Par ailleurs, la prise en compte de la dimension genre reste insuffisante dans l'élaboration, la planification ou l'exécution des politiques, des stratégies et des processus de mise en œuvre dans les initiatives existantes de gouvernance forestière au niveau national⁹. À cet égard, les organisations de la société civile membres de la Plateforme Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRNE) a constaté le non prise en compte de la question du genre dans le processus des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) du RCA¹⁰ malgré que les femmes soient amenées à jouer un rôle important dans la réponse aux défis climatiques en raison de leur dépendance aux ressources naturelles locales pour assurer leur subsistance.

D'autre part, les moins de 35 ans représentent 75 % de la population, et trois Centrafricains sur dix ont entre 10 et 24 ans. Les jeunes sont vulnérables, d'autant plus que la perspective d'un avenir incertain fait d'eux des vecteurs de nouveaux troubles et de conflits sociaux et intercommunautaires. Peu préparés à la vie active, les jeunes sont

⁸ Règlementation CEMAC concernant l'interdiction d'exportation de grumes non transformées (1^{er} janvier 2023) et la décision du gouvernement centrafricain de s'y conformer progressivement.

⁹ Climate gender tracker (<https://genderclimatetracker.org/sites/default/files/Resources/202204071023---Soumission%20A4%20%20R%C3%A9publique%20Centrafricaine.pdf>)

¹⁰ <https://loggingoff.info/wp-content/uploads/2020/12/Note-de-contribution-des-OSC-RCA-VF.pdf>

souvent touchés par le chômage avec un taux estimé à 87 %. Et lorsqu'ils ne sont pas au chômage, ils exercent des métiers sous-qualifiés, même pour ceux qui ont pu accéder à l'Université.¹¹

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Exploitants forestiers et charbonniers artisanaux
- Collectivités décentralisées des communes cibles
- Exploitants forestiers industriels
- Organisations de la société civile travaillant dans le domaine de la foresterie et de l'observation indépendante. Une attention particulière sera portée à garantir la participation active des organisations de femmes (i.e. Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts) ainsi que des organisations de jeunesse.
- Administration forestière de façon indirecte.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de promouvoir des pratiques légales, durables et équitables d'exploitation forestière en RCA pour en limiter l'impact environnemental, tout en permettant au pays de développer sa chaîne de valeur de transformation du bois.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. Appuyer et encadrer au niveau local la structuration d'une chaîne de valeur bois et charbon de bois artisanale durable et équitable.
2. Promouvoir une meilleure gouvernance du secteur forêt/bois par un suivi renforcé de l'application du cadre légal

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

- 1.1 contribuant à l'objectif spécifique 1 : des plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières sont développés et mis en oeuvre de façon participative et sensible au genre
- 1.2 contribuant à l'objectif spécifique 1 : les exploitants artisanaux (femmes et hommes dans toutes leurs diversités) sont formés sur la légalité forestière.
- 1.3 contribuant à l'objectif spécifique 1 : les artisans carbonisateurs (femmes et hommes dans toutes leurs diversités) sont formés aux techniques de carbonisation améliorées.
- 1.4 contribuant à l'objectif spécifique 1 : les exploitants forestiers artisanaux (femmes et hommes dans toutes leurs diversités) sont formés à l'exploitation forestière à faible impact.
- 2.1 contribuant à l'objectif spécifique 2 : des organisations de la société civile sont appuyées pour mettre en œuvre une observation indépendante fonctionnelle et durable du secteur forestier.
- 2.2 contribuant à l'objectif spécifique 2 : le secteur privé industriel est appuyé pour mieux intégrer des pratiques d'exploitation forestière durable et équitable sous les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations Unies, et dispose d'un diagnostic de son appareil de transformation de bois, ainsi que des options pour lui permettre d'assurer la première transformation du bois exporté.

¹¹ Ibid 7.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

- Identification des communes cibles (y compris une analyse de genre).
- Organisation des espaces de concertation au niveau des communes (assurer une participation effective et de qualité des femmes et des jeunes).
- Etude d'identification des ressources forestières et des utilisateurs des ressources forestières (dans une perspective de genre).
- Accompagnement à l'élaboration des plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières de façon participative et sensible au genre.
- Validation des plans par tous les acteurs impliqués, y compris la société civile.

Activités liées au produit 1.2:

- Identification des bénéficiaires.
- Réalisation de la formation sur la légalité forestière.

Activités liées au produit 1.3:

- Identification des bénéficiaires.
- Réalisation de la formation sur la carbonisation améliorée Des mesures nécessaires seront prises pour garantir la participation égale des femmes et des hommes.
- Mise en relation des concessionnaires forestiers avec des artisans carbonisateurs pour la transformation des déchets de scieries en charbon.

Activités liées au produit 1.4:

- Identification des bénéficiaires.
- Réalisation de la formation sur l'exploitation forestière à faible impact. Des mesures nécessaires seront prises pour garantir la participation égale des femmes et des hommes.

Activités liées au produit 2.1:

- Evaluation des forces et faiblesses des ONG nationales dans le domaine.
- Appui en renforcement des capacités et structuration.
- Suivi des actions d'observation indépendante.

Activités liées au produit 2.2:

- Préparation des termes de référence et recrutement de la mission (y compris une expérience dans le domaine des droits humains et de l'égalité des sexes).
- Mobilisation des acteurs industriels du secteur pour leur implication dans l'étude.
- Réalisation des diagnostics et des plans d'action (y compris du point de vue des droits humains et du genre) pour les entreprises forestières volontaires, ainsi que des appuis techniques et des formations, en tenant compte des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations Unies.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'objectif de l'action est précisément de limiter les impacts négatifs de l'exploitation forestière tout en renforçant les chaînes de valeur forestières durables. Considérant le rôle de la forêt pour sa capacité à stocker du carbone et à contribuer à la lutte contre les changements climatiques, l'action contribue donc directement à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

La dimension genre et droits spécifiques des femmes au niveau législatif et les stratégies mises en place pour la gestion des ressources naturelles en RCA sont encore insuffisants. Paradoxalement, les femmes sont des actrices dans la gestion durable des ressources naturelles et contribuent faiblement à la dégradation des forêts et à la déforestation contrairement aux concessions industrielles forestières et aux hommes actifs dans l'exploitation du bois. Pour une gouvernance forestière équitable selon le genre, il faut la participation et représentation effective

des femmes dans l'élaboration des politiques, plans, programmes touchant les ressources naturelles. La gestion durable des ressources forestières et une stratégie d'atténuation au changement climatique équitable selon le genre nécessitent un préalable de réformes de tenure foncière et forestière. Il est en conséquence crucial de garantir que les femmes soient dûment formées, informées et éduquées afin qu'elles participent à la conception, à la planification et à l'application des différents processus relatifs à la lutte contre les effets néfastes de changement climatique et déforestation dans un contexte de promotion de la foresterie communautaire et de l'exploitation artisanale du bois durable et équitable^[1].

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que les questions de genre seront prises en compte dans l'action, d'une part, en s'assurant de la présence significative des femmes dans le processus décisionnel concernant l'élaboration des plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières qui détermineront l'accès aux ressources forestières des communes cibles, et d'autre part dans leur inclusion dans les formations (notamment sur la légalité forestière et la carbonisation améliorée). L'action contribuera à la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE pour le genre 2020-2025 (GAP III) et en particulier aux domaines thématiques : « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et « promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités ».

Droits de l'homme

Les questions de droits de l'homme et des droits spécifiques des populations autochtones sont intégrés dans le cadre légal de la RCA. Tout au cours de l'action, la promotion des droits humains sera au cœur des différentes activités et notamment dans le cadre des actions de formation et d'élaboration des plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières, et dans le cadre des actions de suivi de l'Observation Indépendante. En particulier, une approche basée sur les droits humains et ses cinq principes opérationnels sera prise en compte: 1) appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; 2) participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; 3) non-discrimination et égalité; 4) obligation de redevabilité et État de droit pour toutes et tous; 5) transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Invalidité/Handicap

A priori pas de lien avec l'action

Réduction des inégalités

De part une augmentation de la valeur ajoutée au niveau de la filière artisanale de bois, l'action devrait permettre une amélioration de la rémunération des exploitants artisanaux.

Démocratie

L'établissement des plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières et leur mise en œuvre sont faits de façon transparente et participative, assurant l'ancrage d'une démocratie locale.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'établissement de règles d'usage des ressources permettra de réduire les tensions et d'éventuels conflits liés à l'utilisation des ressources forestières au niveau des villages cibles.

Réduction des risques de catastrophes

La gestion forestière durable, et notamment l'identification de forêts de protection dans des zones sensibles, et leur intégration dans des plans d'aménagement avec des modalités spécifiques d'usages permettant de garantir leur fonction de protection, est un élément que le projet contribuera à renforcer.

Autres considérations, le cas échéant

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Sécuritaire	Les efforts pour le rétablissement de la paix et la réconciliation ne produisent pas les effets attendus avec, à la clé, le risque d'une reprise des hostilités.	moyenne	haut	<p>Les zones identifiées pour la mise en œuvre des activités font parties des zones de moindre risque</p> <p>En concertation avec l'UE et les partenaires, l'action peut toutefois être suspendue partiellement ou totalement en cas de force majeure. Les activités peuvent également être réorientées ou relocalisées si nécessaire pour l'atteinte des objectifs.</p>
Sécuritaire	Le nombre de concessions forestières octroyées à des sociétés russes en lien avec Wagner continue d'augmenter ce qui diminuera le nombre de concessions avec lesquelles le projet travaillera	moyenne	moyen	<p>Le projet ne travaillera en aucun cas de façon directe ou indirecte avec ces concessionnaires.</p> <p>L'UE continuera son dialogue et plaidera dans la gestion durable du massif forestier centrafricain et sera appuyée en cela par le travail de l'observation indépendante des forêts.</p>
Technique	Les exploitants artisanaux n'ont pas de réelle volonté à appliquer des pratiques d'exploitation légales et durables de la forêt	moyenne	fort	<p>Les modalités d'exploitation forestière seront intégrées dans les plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières. L'application effective de ces modalités sera soumise à la pression sociale des communautés.</p> <p>Les appuis techniques seront conditionnés au respect des bonnes pratiques.</p>
Institutionnelle	Le Ministère des Eaux, Forêt, Chasse et Pêche ne veut plus reconnaître l'ONG CIEED comme l'observation indépendante mandatée des forêts	faible	haut	<p>Une collaboration étroite avec le Ministère sera assurée tout au long de la préparation de l'appui à l'observation indépendante.</p>
	Résistances au niveau institutionnel et	haut	haut	<p>Des actions de sensibilisation et de formation sur le rôle des femmes et leurs droits par rapport à la gestion des</p>

	communautaire (en raison de normes socioculturelles discriminatoires et de relations de pouvoir inégales) pour renforcer le rôle des femmes en tant qu'agents clés dans la gestion durable des ressources forestières			ressources forestières sont prévues dans le cadre des différentes activités
Technique	Certaines entreprises forestières industrielles ne souhaitent pas collaborer avec le projet pour améliorer leurs pratiques	faible	haut	L'attache de l'assistance technique ayant lieu au niveau du Groupement Interprofessionnel de Centrafrique (GICA), celui-ci s'assurera en amont de l'adhésion des entreprises.

Enseignements tirés:

Les efforts d'appui en matière de gestion forestière durable (notamment le « Projet d'Appui à la Réalisation de Plans d'Aménagement Forestier (PARPAF) » et le « Projet de Développement Régional du Sud-Ouest (PDRSO) » de l'AFD ainsi que le « Projet de Gestion des Ressources Forestières (PGRN) » de la Banque Mondiale) ont permis une amélioration conséquente des pratiques des exploitants industriels. Dans un contexte où l'autorité étatique reste très faible, une intervention mixte avec d'une part des appuis techniques aux exploitants pour les maintenir dans une trajectoire d'amélioration continue, et d'autre part un renforcement de la société civile dans ses capacités de suivi sur le terrain et de communication sur les infractions constatées semble la plus appropriée.

L'implication de la société civile dans l'observation indépendante existe déjà, et a fait l'objet d'appuis antérieurs (notamment le projet régional « Citizens Voices For Change » CV4C, cofinancé par l'UE) . Les résultats ont été très positifs, mais la capacité d'autofinancement de la société civile sur ce type d'action est pratiquement nulle, et des appuis extérieurs sont toujours nécessaires.

3.5 Logique d'intervention

Le secteur forêt bois est un secteur économique des plus importants pour le pays.

L'ensemble de l'approvisionnement domestique (qu'on peut estimer à plus de 600 000 m³ / an pour la seule zone de Bangui si on considère à la fois le bois énergie et le bois d'oeuvre) est assuré par la filière artisanale, essentiellement illégale. Les causes de cette illégalité sont plurielles, et incluent la méconnaissance des lois et règles officielles, le coût de la mise en conformité, et la pression des taxes illégales perçues par les agents des eaux et forêts. De plus les bénéfices réalisés par ces opérateurs sont faibles, par manque de connaissances techniques, notamment sur les techniques de carbonisation qui peuvent pratiquement doubler les rendements.

Un des objectifs est de diminuer l'impact négatif de cette exploitation artisanale, d'une part en aidant à l'optimisation des rendements d'exploitation, et d'autre part en faisant intégrer des techniques d'exploitation à faible impact, tout cela dans le cadre d'un aménagement du territoire et d'une gestion raisonnée de la ressource.

D'autre part, il existe une filière industrielle, essentiellement orientée vers l'export en grumes (via le Cameroun). Les Ministres de la CEMAC ont décidé d'interdire l'exportation de bois sous forme de grumes depuis les pays de la CEMAC dans un but d'augmentation de valeur ajoutée dans leur pays. Cette interdiction va être mise en œuvre en RCA de façon graduelle dans les 3 prochaines années. Il faut noter la mauvaise connaissance de l'appareil industriel de transformation existant, et le peu d'aide à la structuration de la filière. Il existerait une dizaine de scieries de taille industrielle, mais la plupart d'entre elles ne disposent que de matériel très ancien et peu performant, avec des problèmes récurrents de maintenance. Ces dernières années, la RCA n'exportait ainsi que de l'ordre de 50 000 m³ par an de bois transformé, soit environ 10% de sa production industrielle.

Un autre objectif est donc de réaliser une étude afin de disposer des données actualisées sur l'état de l'appareil de transformation, de recueillir les avis et besoins des concessionnaires industriels et de leur apporter une assistance technique les appuyant dans leur mise en conformité. Afin de permettre une collaboration entre cette assistance technique et les industriels, il est proposé d'ancrer celle-ci au niveau du syndicat du secteur privé GICA (Groupement Interprofessionnel de Centrafrique) dont font partie l'ensemble des concessionnaires forestiers (exceptées les sociétés forestières en lien avec Wagner).

Au vu de l'importance financière du secteur, il est primordial que celui-ci jouisse d'une bonne gouvernance afin de pouvoir jouer pleinement un rôle de développement économique des populations et de rentrée d'argent pour l'Etat. Dans cette perspective, un des objectifs de l'action sera de documenter et de publier les cas d'infractions à la réglementation forestière par les concessionnaires forestiers et l'administration forestière par la société civile afin d'apporter plus de transparence dans le secteur et de forcer l'administration à améliorer ses pratiques (y compris d'un point de vue genre et droits humains). Les ONG locales et OSC membres de la Plateforme GDRNE déjà présentes dans le domaine de l'Observation indépendante mandatée et externe seront appuyées en ce sens.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Des pratiques légales et durables d'exploitation forestière limitent l'impact environnemental de cette exploitation, tout en permettant le développement de chaînes de valeur forestières.	1 Taux de deforestation annuel de la forêt dense tropicale 2 Nombre d'emplois dans le secteur forestier (désagrégué par sexe et âge)	1 A déterminer 2 A déterminer	1 A déterminer 2 A déterminer	1 Publications de l'OFAC, Global Forest Watch 2	Non applicable
Effet direct 1	1. Les chaînes de valeur artisanales pour le bois et le charbon de bois sont encadrées et appuyées	1.1 Volume annuel en m3 de bois et de charbon de bois produits durablement et légalement dans les communes appuyées	1.1 A déterminer	1.1 A déterminer	1.1 Rapport de suivi post formation	Situation sécuritaire permettant les activités et le suivi
Effet direct 2	2. La gouvernance du secteur forêt-bois est améliorée par un suivi renforcé de l'application du cadre légal	2.1 Nombre de rapports d'observation indépendante publiés 2.2 Nombre de décisions prises par le Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche suite aux rapports de l'OI	2.1 10 rapports 2.2 0	2.1 20 rapports 2.2 5	2.1 Rapport	Observation indépendante autorisée par le gouvernement
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Des plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion des ressources forestières sont finalisés de façon participative (y compris les femmes)	1.1.1 Nombre de plans locaux d'aménagement du territoire et de gestion durable et équitable des ressources forestières	1.1.1 A déterminer	1.1.1 15 1.1.2 30%	1.1.1 Plans de développement	Adhésion des populations concernées pour

		1.1.2 Pourcentage de femmes dans les assemblées ayant validé les PLATs 1.1.3 Pourcentage de jeunes dans les assemblées ayant validé les PLATs (desagrégée par sexe)	1.1.2 A déterminer 1.1.3 A déterminer	1.1.3 30%	1.1.2 Rapports sur l'élaboration des PLATs 1.1.3 Rapports sur l'élaboration des PLATs	l'élaboration des PLATs
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 les exploitants artisanaux sont formés sur la légalité forestière	1.2.1 Nombre de personnes formées sur la légalité forestière (desagrégé par sexe et âge))	1.2.1 0	1.2.1 100	1.2.1 Rapports de formation	Intérêt des exploitants pour la formation
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 les artisans carbonisateurs sont formés aux techniques de carbonisation améliorées	1.3.1 Nombre d'artisans formés en carbonisation améliorée (desagrégé par sexe et âge)	1.3.1 0	1.3.1 100	1.3.1 Rapports de formation	exploitants pour la formation
Produit 4 lié à l'effet direct 1	1.4 les exploitants forestiers artisanaux sont formés à l'exploitation forestière à faible impact	1.4.1 Nombre d'exploitant artisanaux formés (desagrégé par sexe et âge)	1.4.1 0	1.4.1 100	1.4.1 Rapports de formation	
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 des organisations de la société civile sont appuyées pour mettre en œuvre une observation indépendante du secteur forestier	2.1.1 Nombre d'ONG nationales impliquées dans un dispositif d'observation indépendante (mandatée ou non mandatée) 2.1.2 Nombre de femmes impliquées dans les dispositifs d'observation indépendante 2.1.3 Nombre de jeunes impliqués dans les dispositifs d'observation indépendante	2.1.1 1 2.1.2 5 2.1.3 A déterminer	2.1.1 4 2.1.2 10 2.1.2 A déterminer	2.1.1 Rapports d'observation indépendante 2.1.2 Rapports d'observation indépendante 2.1.3 Rapports d'observation indépendante	Les conditions sécuritaires permettent la mise en œuvre d'observation indépendante
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 le secteur privé industriel dispose d'un diagnostic de son appareil de transformation de bois, des options pour lui permettre d'assurer la première transformation du bois exporté, et des appuis techniques pour mieux intégrer la gestion durable	2.2.1 Etude-diagnostic disponible 2.2.2 Nombre d'appuis techniques et des formations en tenant compte des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations Unies	2.2.1 0 2.2.2 A déterminer	2.2.1 1 2.2.2 A déterminer	2.2.1 Rapport de l'étude 2.2.1 Rapports	Implication des exploitants industriels pour l'exécution de l'étude

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays/territoire partenaire

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

NA

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la subvention

La subvention contribuera à l'atteinte du produit 2.1 « des organisations de la société civile sont appuyées pour mettre en œuvre une observation indépendante fonctionnelle et durable du secteur forestier ».

b) Type de demandeurs visés

Les candidats éligibles sont des ONGs établies dans les pays éligibles tel qu'indiqué dans l'acte de base.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants: l'expérience technique dans le domaine du renforcement des capacités de la société civile, et les capacités opérationnelles de mener les activités prévues dans les zones géographiques visées par l'action.

4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Un contrat contribuera à l'atteinte du produit 2.2 « Le secteur privé industriel est appuyé pour mieux intégrer des pratiques d'exploitation forestière durable et équitable sous les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations Unies, et dispose d'un diagnostic de son appareil de transformation de bois, ainsi que des options pour lui permettre d'assurer la première transformation du bois exporté » ainsi que ses activités relatives.

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants:

- entité présente et ayant des bureaux en République centrafricaine,

- entité ayant déjà mis en œuvre des projets dans le secteur de la gestion des ressources forestières en république centrafricaine.

La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation de l'objectif spécifique 1 « Appuyer et encadrer au niveau local la structuration d'une chaîne de valeur bois et charbon de bois artisanale durable » et des 4 produits y relatifs.

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas d'échec de contractualisation avec l'entité telle qu'indiquée dans la section 4.4.3, un changement de gestion indirecte à gestion directe est envisageable. Dans ce cas l'objectif spécifique 1 « Appuyer et encadrer au niveau local la structuration d'une chaîne de valeur bois et charbon de bois artisanale durable » serait mis en œuvre par moyen d'un contrat de subvention. Le type de demandeurs visés serait des organisations de la société civile ayant une expérience en Afrique centrale et ayant déjà mis en œuvre des projets dans le secteur de la gestion des ressources forestières.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif 1 : Chaines de valeur artisanales	6 300 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.3	6 300 000
Objectif 2 - produit1 : Observation Indépendante	2 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 000 000
Objectif 2 - produit 2 : Appui au secteur privé industriel	1 500 000
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	1 500 000
Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1	2 000 000
Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2	1 500 000
Évaluation – voir section 5.2	200 000
Audit – voir section 5.3	
Provision pour dépenses imprévues	N.A.
Totaux	10 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Afin d'assurer le maximum d'échanges et de synergies entre les différents contrats du présent document d'action, et en fonction des spécifications et contraintes des opérateurs, il est proposé d'avoir un comité de pilotage commun pour l'ensemble de l'action. Ce comité de pilotage sera co-présidé par le Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Intégration régionale et la délégation de l'Union européenne. Des représentants des ministères sectoriels (notamment du Eaux, Forêt, Chasse et Pêche, Eenvironnement et du développement durable, du Commerce, Finances et du Budget) y seront conviés. Le secteur privé forestier et la société civile seront également représentés. L'objectif de ce Comité de pilotage sera de faire le suivi de l'état d'avancement de l'ensemble des activités et, si besoin, de lever certains blocages institutionnels. Le projet d'appui à la mise en œuvre de l'APV pourra y prendre part en tant qu'observateur dans un but de coordination des actions financées par l'UE dans le secteur forestier.

A défaut, des représentants de chaque projet seront systématiquement invités aux comités de pilotage des autres projets.

Des **comités de suivi** pour chacun des trois objectifs de l'action pourront avoir lieu une ou deux fois par an afin d'effectuer un suivi beaucoup plus rapproché des activités. Ceux-ci rassembleront les représentants des bénéficiaires et la maîtrise d'œuvre des activités contribuant aux objectifs.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la délégation de l'Union européenne participera aux structures de gouvernance susmentionnées.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

De même, tous les suivis et rapports doivent évaluer comment l'action tient compte du principe d'égalité des sexes, et l'approche fondée sur les droits de l'homme, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs doivent être ventilés au moins par sexe et âge.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Les partenaires de mise en œuvre devront rapporter de façon régulière auprès de la Commission l'évolution des indicateurs du cadre logique de l'action concernant leurs activités.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale pourront être effectuées pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants contractés par la Commission.

Une évaluation à mi-parcours pourra être réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, ou réorienter certaines actions notamment en fonction de l'évolution de la mise en œuvre de l'APV et de législation du pays.

Une évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment des réalisations et/ou des échecs dans le cadre de l'appui au secteur artisanal avec lequel il n'est pas aisé de travailler.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire¹² (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#): ACT-62035
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution pour objectif spécifique 1
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention ONG pour produit 2.1 -
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Passation de marché pour produit 2.2 -
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Passation de marché pour évaluations/audit -
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	

¹² Dans un souci de cohérence entre les termes utilisés dans OPSYS, la DG INTPA, la DG NEAR et le service des instruments de politique étrangère ont harmonisé cinq termes majeurs, dont «action» et «intervention», où une «action» désigne le contenu (ou une partie du contenu) d'une décision de financement de la Commission et où une «intervention» désigne un ensemble cohérent d'activités et de résultats qui constitue un niveau efficace pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations sur le terrain. En savoir plus sur le [concept d'intervention](#).